



# Demande de

## ☐ Permis d'aménager comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions

## ☐ Permis de construire prenant ou non des démolitions

cerfa

N° 13409\*05

596

COURRIER AÉRIÉ

28 FEV. 2017

- Vous réalisez ou allez réaliser :
  - Vous réalisez :
  - Vous effectuez :
  - Votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale
- Pour savoir précisément à quelle formalité sont soumis vos travaux et aménagements, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

ing. aire de  
loisirs,...)xistante  
comprend

PC 073 040 17 R 1003

PC ou PA

Dpt

Commune

Année

N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le 22/02/2017

Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis : ☒ à l'Architecte des Bâtiments de France  
☐ au Directeur du Parc National  
☐ au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial

## 1. Identité du demandeur

Le demandeur déclare être le titulaire de la présente demande de permis d'aménager ou de permis de construire. Il s'engage à respecter les prescriptions de l'urbanisme. Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur en mairie. Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur en mairie. Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur en mairie.

Vous êtes un particulier

Madame ☐Monsieur ☒

Nom :

VINCENT

Prénom :

Sebastien

Date et lieu de naissance

Date :

11/02/1983

Commune :

Chambery

Département :

73

Pays :

FRANCE

Vous êtes une personne morale

Dénomination :

Raison sociale :

N° SIRET :

Type de société (SA, SCI,...) :

Représentant de la personne morale :

Madame ☐Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

## 2. Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro :

Voie :

Le VILLARON

Lieu-dit :

Localité :

BESSANS

Code postal :

73480

BP :

Cedex :

Téléphone :

0689353394

indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées :

Madame ☐Monsieur ☐Personne morale ☐

Nom :

Prénom :

OU raison sociale :

Adresse : Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

BP :

Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

Téléphone :

indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante :

sebrincendet

@ hotwap.com

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

## 3 - Le terrain

## 3.1 - Localisation du (ou des) terrain(s)

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire  
Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_

Lieu-dit : Le Vallon d'en Haut Localité : BESSANS

Code postal : 43480 BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

Références cadastrales<sup>1</sup> : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 9)

Préfixe : \_\_\_\_\_ Section : OC Numéro : 382-386-378

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 11629 m<sup>2</sup>

3.2 - Situation juridique du terrain (ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables)

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain

Partenarial (P.U.P.) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N.) ? Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas ☐

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations : \_\_\_\_\_

## 4 - À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

Si votre projet nécessite des travaux d'aménagement, raportez-les directement au cadre ci-dessous (droits de construction)

## 4.1 - Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés (cochez la ou les cases correspondantes)

Quel que soit le secteur de la commune

- ☐ Lotissement
- ☐ Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre
- ☐ Terrain de camping
- ☐ Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances
- ☐ Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés
- ☐ Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports
- ☐ Aménagement d'un golf
- ☐ Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs
  - Contenance (nombre d'unités) : \_\_\_\_\_
- ☐ Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :
  - Superficie (en m<sup>2</sup>) : \_\_\_\_\_
  - Profondeur (pour les affouillements) : \_\_\_\_\_
  - Hauteur (pour les exhaussements) : \_\_\_\_\_
- ☐ Aménagement d'un terrain pour au moins 2 résidences démontables, créant une surface de plancher totale supérieure à 40M<sup>2</sup>, constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs
- ☐ Aménagement d'une aire d'accueil ou d'un terrain familial des gens du voyage recevant plus de deux résidences mobiles

Dans les secteurs protégés

Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un document d'urbanisme comme devant être protégé<sup>1</sup> :

- ☐ Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux
- ☐ Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine ou lacustres, conchyliques, pastorales et forestières

Aménagement situé dans un secteur sauvegardé<sup>1</sup> :

- ☐ Création d'une voie
- ☐ Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante
- ☐ Création d'un espace public

Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle<sup>1</sup> :

- ☐ Création d'un espace public

<sup>1</sup> En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

voir PC Mi 4

Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m<sup>2</sup>) : 14629 m<sup>2</sup>

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre et leur contenu :

#### 4.2 - À remplir pour une demande concernant un lotissement

Nombre maximum de lots projetés : \_\_\_\_\_

Surface de plancher maximale envisagée (en m<sup>2</sup>) : \_\_\_\_\_

Comment la constructibilité globale sera-t-elle répartie ?

- ☐ Par application du coefficient d'occupation du sol (COS) à chaque lot
- ☐ Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande
- ☐ La constructibilité sera déterminée à la vente de chaque lot. Dans ce cas, le lotisseur devra fournir un certificat aux constructeurs.

Le projet fait-il l'objet d'une demande de travaux de finition différés ?

Oui ☐

Non ☐

si oui, quelle garantie sera utilisée ?

consignation en compte bloqué ☐ ou garantie financière d'achèvement des travaux ☐

joindre la convention

Le projet fait-il l'objet d'une demande de vente ou location de lots par anticipation ?

Oui ☐

Non ☐

#### 4.3 - À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergement touristique

Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs : \_\_\_\_\_

Nombre maximal de personnes accueillies : \_\_\_\_\_

**Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)**

Nombre d'emplacements réservés aux HLL : \_\_\_\_\_

Surface de plancher prévue, réservée aux HLL : \_\_\_\_\_

Lorsque le terrain est destiné à une exploitation saisonnière, veuillez préciser la (ou les) période(s) d'exploitation : \_\_\_\_\_

Aggrandissement ou réaménagement d'une structure existante ?

Oui ☐

Non ☐

Si oui, joindre un plan indiquant l'état actuel et les aménagements

Vous avez eu recours à un architecte :    Oui ☒    Non ☐

Si oui, vous devez lui faire compléter les rubriques ci-dessous et lui faire apposer son cachet

Nom de l'architecte : RIEUSSEC Prénom : Pierre

Numéro : 2 Voie : Place Maghéb

Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : **CHAMBERY**

Code postal : **93 000** BP :  Cedex :

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre : A 17 250

Conseil Régional de : Rhône-Alpes

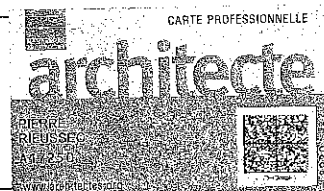
Téléphone : 06 03 99 93 94 ou Télécopie : \_\_\_\_\_ ou \_\_\_\_\_

Adresse électronique : nieuws@archibois@gmail.com

En application de l'article R. 431-2 du code de l'urbanisme, j'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code.

Signature de l'architecte

Cachet de l'architecte :



Si vous n'avez pas eu recours à un architecte (ou un agréé en architecture), veuillez cocher la case ci-dessous :

☐ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

## 5.2 - Nature du projet envisagé

## Nouvelle construction

 Travaux sur construction existante

extension du schéma existant

☐ Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

Courte description de votre projet ou de vos travaux : voir Remi 4

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé), indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet : \_\_\_\_\_

2 Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 170 m<sup>2</sup> ;
- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 170m<sup>2</sup> ;
- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m<sup>2</sup> ;
- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 m et qui n'excèdent pas 2000 m<sup>2</sup>.

## 5.3 - Informations complémentaires

- Nombre total de logements créés :  dont individuels :  dont collectifs :
- Répartition du nombre total de logement créés par type de financement :
- Logement Locatif Social  Accession Sociale (hors prêt à taux zéro)  Prêt à taux zéro

☒ Autres financements : \_\_\_\_\_

- Mode d'utilisation principale des logements :

Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale)

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser : Résidence principale ☒ ou ☒ Résidence secondaire ☐

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser : Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin ☐

☐ Autres annexes à l'habitation : \_\_\_\_\_

Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :

Résidence pour personnes âgées ☐ Résidence pour étudiants ☐ Résidence de tourisme ☐

Résidence hôtelière à vocation sociale ☐ Résidence sociale ☐ Résidence pour personnes handicapées ☐

☒ Autres, précisez : 3 chambres en annexe du chalet pour les alpinistes

- Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type : \_\_\_\_\_

- Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :

1 pièce  2 pièces  3 pièces  4 pièces  5 pièces  6 pièces et plus

- Nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé :  4

- Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

Extension ☒ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires ☐

## 5.4 - Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée : \_\_\_\_\_

## 5.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).

surfaces de plancher<sup>3</sup> en m<sup>2</sup>

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée <sup>4</sup> (B)	Surface créée par changement de destination <sup>5</sup> (C)	Surface supprimée <sup>6</sup> (D)	Surface supprimée par changement de destination <sup>5</sup> (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation	56	54				110
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat <sup>7</sup>						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière	92	98				190
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m <sup>2</sup> )	148	152				300

## 5.6 - Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :

Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale ☐  
Ouvrage spécial ☐ Santé ☐ Culture et loisir ☐

3 Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

4 Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

5 Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

6 Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

7 L'activité d'artisan est définie par la loi n° 96 603 du 5 juillet 1996 dans ses articles 19 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 98-247 du 2 avril 1998 ».

**5.7 - Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5).**

Surface de plancher<sup>3</sup> en m<sup>2</sup>

Destinations <sup>4</sup>	Sous-destinations <sup>5</sup>	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée <sup>6</sup> (B)	Surface créée par changement de destination <sup>7</sup> ou de sous-destination <sup>8</sup> (C)	Surface supprimée <sup>9</sup> (D)	Surface supprimée par changement de destination <sup>7</sup> ou de sous-destination <sup>8</sup> (E)	Surface totale = (A)+(B)+(C)-(D)-(E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Hébergement hôtelier et touristique						
	Cinéma						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
Surfaces totales (en m <sup>2</sup> )							

3 - Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

4 - Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme

5 - Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme

6 - Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre)

7 - Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation

8 - Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles

9 - Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

## 5.8 - Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : 0Après réalisation du projet : garage agricole

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse(s) des aires de stationnement : circulation interdite dans le P.N.V. sauf pour les alpagistes

Nombre de places : \_\_\_\_\_

Surface totale affectée au stationnement : \_\_\_\_\_ m<sup>2</sup>, dont surface bâtie : \_\_\_\_\_ m<sup>2</sup>

Pour les commerces et cinémas : \_\_\_\_\_

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement : \_\_\_\_\_

## 6 - A remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

Tous les travaux de démolition de son lot sont soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits : \_\_\_\_\_

- ☐ Démolition totale  
☐ Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes : \_\_\_\_\_

Nombre de logement démolis : 0

## 7 - Participation pour voirie et réseaux

Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur

Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

OU raison sociale : \_\_\_\_\_

Adresse : Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_

Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Code postal : 00000 BP : 0000 Cedex : 000

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_

# Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe :     Section : 0C Numéro : 382

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 60 m<sup>2</sup>

Préfixe :     Section : 0C Numéro : 386

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 4672 m<sup>2</sup>

Préfixe :     Section : 0C Numéro : 378

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 6936 m<sup>2</sup>

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Superficie totale du terrain (en m<sup>2</sup>) :

## 8 - Engagement du (ou des) demandeurs

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.<sup>8</sup>

Je soussigné(e), auteur de la demande, certifie exacts les renseignements fournis.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code et de l'obligation de respecter ces règles.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette demande serviront au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.

Signature du (des) demandeur(s)

À BESSANS  
Le : 10 février 2017



Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

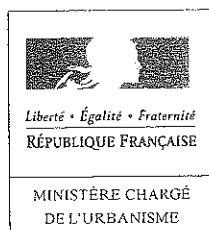
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.
- deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

<sup>8</sup> Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.



# Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire

Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande  
et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'Etat chargé de l'urbanisme

**Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée**

Vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées ci-dessous [art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national,...)<sup>1</sup> ou si des travaux de surélévation d'une construction achevée depuis plus de 2 ans font l'objet d'une demande de dérogation à des règles de construction [art. L.111-4-1 du code de la construction et de l'habitation]. Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PC1, PC2 et PC3, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [art A. 431-9 du code de l'urbanisme].

## 1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> PC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC4. Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme] <sup>2</sup>	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] <sup>2</sup>	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] <sup>2</sup>	1 exemplaire par dossier

## 2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur des travaux exécutés à l'intérieur d'un bâtiment situé dans un secteur sauvegardé ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> PC9. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
<input type="checkbox"/> PC10. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble adossé à un immeuble classé ou sur une construction existante située dans un secteur sauvegardé, dans le champ de visibilité d'un monument historique, dans une zone de protection du patrimoine architectural urbain ou paysager, dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10-1. Une notice complémentaire indiquant les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 et R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

<sup>1</sup> Se renseigner auprès de la mairie

<sup>2</sup> Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager

**Si votre projet se situe dans un coeur de parc national :**

<input checked="" type="checkbox"/> PC10-2. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :**

<input type="checkbox"/> PC11. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet est susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 :**

<input type="checkbox"/> PC11-1. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R.431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif :**

<input type="checkbox"/> PC11-2. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R.431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :**

<input type="checkbox"/> PC12. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :**

<input checked="" type="checkbox"/> PC13. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet nécessite un agrément :**

<input type="checkbox"/> PC14. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :**

<input type="checkbox"/> PC15. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique :**

<input type="checkbox"/> PC16. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-----------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique :**

<input type="checkbox"/> PC 16-1. Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie, prévu par les articles R. 111-20-1 et R. 111-20-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet est situé à proximité d'une canalisation de transport dans une zone de dangers :**

<input type="checkbox"/> PC 16-2. L'analyse de compatibilité du projet avec la canalisation du point de vue de la sécurité des personnes, prévue à l'art. R. 555-31 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet porte sur la construction d'un bâtiment comportant un lieu sécurisé auquel ont accès les véhicules de transport de fonds en vue de leur chargement ou déchargement**

<input type="checkbox"/> PC 16-3. Le récépissé de transmission du dossier à la commission départementale de la sécurité des transports de fonds [Art. R 431-16 k du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L.512-6-1, L.512-7-6 et L.512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé.**

<input type="checkbox"/> PC 16-4. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R.431-16 l) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols.**

<input type="checkbox"/> PC 16-5. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R.431-16 l) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151-41 4° du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :

<input type="checkbox"/> PC17. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme] :

<input type="checkbox"/> PC17-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

Si votre projet porte sur la construction d'un immeuble collectif de plus de douze logements ou de plus de 800m<sup>2</sup> de surface de plancher, située dans une commune faisant l'objet d'un arrêté de carence en logements sociaux, et en l'absence de dérogation préfectorale

<input type="checkbox"/> PC 17-2 Un tableau indiquant le nombre de logements familiaux et la part de ces logements familiaux correspondant à des logements locatifs sociaux définis à l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation hors logements financés avec un prêt locatif social [Art. R. 431-16-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou une majoration du volume constructible en cas de PLU, justifié par la construction de logements sociaux :

<input type="checkbox"/> PC18. La délimitation de cette partie des constructions [Art. R. 431-17 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC19. La mention de la surface de plancher correspondante [Art. R. 431-17 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC20. L'estimation sommaire du coût foncier qui lui sera imputé [Art. R. 431-17 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC21. Dans les communes de la métropole, l'engagement du demandeur de conclure la convention prévue au 3° de l'article L.351-2 du code de la construction et de l'habitation. [Art. R. 431-17 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou des règles de gabarit en cas de PLU, justifiant que vous remplissez certains critères de performance énergétique :

<input type="checkbox"/> PC22. Un document attestant que le projet respecte les critères de performance énergétique [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC23. Un engagement d'installer des équipements de production d'énergie renouvelable ou de pompe à chaleur [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet nécessite un défrichement :

<input type="checkbox"/> PC24. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :

<input type="checkbox"/> PC25. Une justification du dépôt de la demande d'autorisation d'enregistrement ou de déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

Si votre projet nécessite un permis de démolir :

<input type="checkbox"/> PC26. La justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] OU, si la demande de permis de construire vaut demande de permis de démolir :	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC27. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'Annexe ci-jointe [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	

**Si votre projet se situe dans un lotissement :**

<input type="checkbox"/> PC28. Certificat indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1er al.) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29. Certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22-1a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29-1. L'attestation de l'accord du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22-1b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

**Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :**

<input type="checkbox"/> PC30. La copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain qui indiquent le nombre de m <sup>2</sup> constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC31. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

**Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national (OIN) :**

<input type="checkbox"/> PC 31-1. L'attestation de l'aménageur certifiant qu'il a réalisé ou prendra en charge l'intégralité des travaux mentionnés à l'article R. 331-5 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-23-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :**

<input type="checkbox"/> PC 31-2. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :**

<input type="checkbox"/> PC32. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC33. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

**Si le projet est soumis à la redevance bureaux :**

<input type="checkbox"/> PC 33-1. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. R. 431-25-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :**

<input type="checkbox"/> PC34. Le plan de situation du terrain sur lequel sont réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC35. La promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	

**Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m<sup>2</sup> dans une commune de moins de 20 000 habitants**

<input type="checkbox"/> PC36. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :**

<input type="checkbox"/> PC37. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet. [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

**Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :**

<input type="checkbox"/> PC38. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------

**Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :**

<input type="checkbox"/> PC39. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu aux articles R. 111-19-17 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
<input type="checkbox"/> PC40. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 111-19-17 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique

**Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :**

<input type="checkbox"/> PC40-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

Si vous demandez une dérogation aux règles constructives mentionnées à l'article L. 111-4-1 du code de la construction et de l'habitation, pour la création ou l'agrandissement de logements par surélévation d'un immeuble achevé depuis plus de 2 ans :

<input type="checkbox"/> PC 40-2. Une demande de dérogation comprenant les précisions et les justifications définies à l'article R. 111-1-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-31-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

Si vous demandez une ou plusieurs dérogations aux règles constructives au titre de l'article L.152-6 du code de l'urbanisme :

<input type="checkbox"/> PC40-3. Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées et justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées par l'article L.152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme].	1 exemplaire par dossier
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :

<input type="checkbox"/> PC41. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :

<input type="checkbox"/> PC42. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du COS [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------

Si votre projet est soumis à une autorisation d'exploitation commerciale :

<input type="checkbox"/> PC43. Le dossier d'autorisation d'exploitation commerciale [Art. R. 431-33-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------



# Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions pour les demandes de permis de construire et permis d'aménager

## Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres ci-dessous et n'oubliez pas de joindre le cas échéant les documents complémentaires figurant au cadre 4. Cela peut vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables. Conservez soigneusement les justificatifs afférents à vos déclarations. Ils pourront vous être demandés ultérieurement.

PC ou PA      Dpt      Commune      Année      N° de dossier

### 1 - Renseignements concernant les constructions ou les aménagements

**1.1 - Les lignes ci-dessous doivent être obligatoirement renseignées, quelle que soit la nature de la construction**

Surface taxable (1) totale créée de la ou des construction(s), hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2bis) : .....m<sup>2</sup>  
 Surface taxable créée des locaux clos et couverts (2 bis) à usage de stationnement : .....m<sup>2</sup>

#### 1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables (1)

##### 1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation

Dont :		Nombre de logements créés	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé (3)	3 Cha.	54	
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS (4)			
	Bénéficiant d'un prêt à taux zéro plus (PTZ+) (5)			
	Bénéficiant d'autres prêts aidés (PLUS, LES, PSLA, PLS, LLS) (6)			
Locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes (2)				
Locaux à usage d'hébergement (7) et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé			
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS			
	Bénéficiant d'autres prêts aidés			
Nombre total de logements créés				

##### 1.2.2 - Extension (8) de l'habitation principale, création d'un bâtiment annexe à cette habitation ou d'un garage clos et couvert.

Pour la réalisation de ces travaux, bénéficiez-vous d'un prêt aidé (4)(5)(6) ?  
 Oui ☐ Non ☐ Si oui, lequel ?

Quelle est la surface taxable (1) existante conservée ? .....m<sup>2</sup>. Quel est le nombre de logements existants ? .....

##### 1.2.3 - Création ou extension de locaux non destinés à l'habitation

	Nombre créé	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Nombre de commerces de détail dont la surface de vente est inférieure à 400 m <sup>2</sup> (9)			
Total des surfaces créées, y compris les surfaces annexes			
Locaux industriels et leurs annexes			
Locaux artisanaux et leurs annexes			
Entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale et non ouverts au public (10)			

Dans les exploitations et coopératives agricoles : Surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, héberger les animaux, ranger et entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation (11)	62	36
Dans les centres équestres : Surfaces de plancher affectées aux seules activités équestres (11)		
	Surfaces créées	
Parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale (12)		

### 1.3 – Autres éléments créés soumis à la taxe d'aménagement

Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes (13) : .....

Superficie du bassin de la piscine : ..... m<sup>2</sup>.

Nombre d'emplacements de tentes, de caravanes et de résidences mobiles de loisirs : .....

Nombre d'emplacements pour les habitations légères de loisirs : .....

Nombre d'éoliennes dont la hauteur est supérieure à 12 m : .....

Superficie des panneaux photovoltaïques posés au sol : ..... m<sup>2</sup>.

### 1.4 – Redevance d'archéologie préventive :

Veuillez préciser la profondeur du(des) terrassement(s) nécessaire(s) à la réalisation de votre projet

au titre des locaux : .....

au titre de la piscine : .....

au titre des emplacements de stationnement : .....

au titre des emplacements de tentes, de caravanes et de résidences mobiles de loisirs : .....

au titre des emplacements pour les habitations légères de loisirs : .....

### 1.5 – Cas particuliers

Les travaux projetés sont-ils réalisés suite à des prescriptions résultant d'un Plan de Prévention des Risques naturels, technologiques ou miniers ? Oui ☐ Non ☐

La construction projetée concerne-t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ou inscrit à l'inventaire des monuments historiques ? Oui ☐ Non ☐

## 2 – Versement pour sous-densité (VSD) (14)

Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de la commune où vous construisez.

Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minimal de densité (15) ? Oui ☐ Non ☐

Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de densité, indiquez ici : .....

La superficie de votre unité foncière : ..... m<sup>2</sup>.

La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) : ..... m<sup>2</sup>.

La valeur du m<sup>2</sup> de terrain nu et libre : ..... €/m<sup>2</sup>.

Les surfaces de plancher des constructions existantes non destinées à être démolies (en m<sup>2</sup>) (17) : ..... m<sup>2</sup>.

Si vous avez bénéficié avant le dépôt de votre demande d'un rescrit fiscal (18), indiquez sa date : .....

## 3 – Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si votre terrain est un lot de lotissement :	
<input type="checkbox"/> F1. Le certificat fourni par le lotisseur [Art. R. 442-11 2 <sup>e</sup> alinéa du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si vous avez bénéficié d'un rescrit fiscal :	
<input type="checkbox"/> F2. Le rescrit fiscal [article R. 331-23 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

## 4 - Documents pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 4° (opération d'intérêt national) du code de l'urbanisme	
<input type="checkbox"/> F3. L'attestation de l'aménageur certifiant que ce dernier a réalisé ou réalisera l'intégralité des travaux mis à sa charge (articles R. 331-5 et R. 431-23-1 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 6° (projet urbain partenarial) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F4. Copie de la convention de projet urbain partenarial (article R. 431-23-2 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si vous faites une reconstruction suite à une destruction ou suite à une démolition ou suite à un sinistre et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 8° du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F5. La justification de la date de la destruction, de la démolition ou du sinistre	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F6. En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur, que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossier
Si votre projet affecte le sous-sol et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 524-6 du code du patrimoine(19) :	
<input type="checkbox"/> F7. L'attestation de paiement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles, ou au titre de la loi du 1 <sup>er</sup> août 2003	1 exemplaire par dossier

## 5 - Autres renseignements

(Informations complémentaires et justificatifs éventuels (notamment l'attestation bancaire au prêt à taux zéro +, si la collectivité a délibéré l'exonération facultative correspondante) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Date 10 février 2017

Nom et Signature du déclarant

Sebastien VINCENTET



Commune de Bessans

date de dépôt: 22 février 2017  
demandeur: Monsieur VINCENDET Sébastien  
pour: restructuration d'une exploitation agro-touristique  
adresse terrain: lieu-dit Le Vallon d'en Haut, à Bessans (73480)

Affaire suivie par :  
Philippe VIARD  
04 79 83 52 00



Le Maire  
à  
Monsieur VINCENDET Sébastien  
Le Villaron  
73480 Bessans

Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire le 22 février 2017, pour un projet de restructuration d'une exploitation agro-touristique en alpage situé lieu-dit Le Vallon d'en Haut, à Bessans (73480).

Il vous avait alors été indiqué que le délai d'instruction de votre demande était en principe de 3 mois, mais que l'administration pouvait, dans le mois suivant le dépôt de votre dossier, vous écrire :

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...),
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier,
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où une autorisation tacite n'est pas possible.

Je vous informe que le délai d'instruction de votre projet doit effectivement être modifié :

#### MODIFICATION DU DELAI D'INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE PERMIS

Après examen de votre demande, il s'avère que :

- votre projet est situé en dehors des espaces urbanisés du cœur du parc national de la Vanoise délimités par le décret de création n° 63-651 du 06 juillet 1963 et en conséquence en application de l'article R. 425-6 a) du code de l'urbanisme, le permis nécessite l'accord du directeur de l'établissement public du parc national. Les travaux figurent sur la liste des travaux qui peuvent faire l'objet de l'autorisation spéciale prévue par le I de l'article L. 331-4 du code de l'environnement arrêtée par le décret de création du parc.

Je vous informe en conséquence que pour permettre de respecter cette obligation, le délai d'instruction de votre demande de permis de construire doit être porté à 5 mois en application de l'article R. 423-26 du code de l'urbanisme.

Ce délai annule et remplace le délai de droit commun de 3 mois, qui figure sur le récépissé de dépôt de votre demande de permis de construire.

D'autre part, je vous informe que votre dossier n'est pas complet.

## DEMANDE DE PIECES MANQUANTES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS

Après examen des pièces jointes à votre demande de permis de construire, il s'avère que les pièces suivantes sont manquantes ou insuffisantes :

- Compléter la déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions lignes 1.1 de la page 15.  
Compléter la ligne 1.4 - RAP - Au titre des locaux.
- Le projet prévoit une buanderie, une salle de bain et des toilettes. Compléter le plan de masse du tracé du raccordement en eau potable des locaux destinés à accueillir des personnes ainsi que les évacuations vers l'unité de méthanisation ou représenter l'emplacement du système d'assainissement individuel.
- Le projet prévoit un système d'assainissement individuel : fournir la pièce PC11-2 - L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R 431-16 c) du code de l'urbanisme] -

Je vous informe qu'en conséquence, et en application de l'article R.423-39 du code de l'urbanisme :

- vous devez adresser cette pièce à la mairie **dans le délai de 3 mois à compter de la réception du présent courrier**. La mairie vous fournira un récépissé.
- si votre dossier n'est pas complété dans ce délai,  **votre demande sera automatiquement rejetée.**
- par ailleurs le délai d'instruction de votre demande de permis de construire ne commencera à courir **qu'à compter de la date de réception de la pièce manquante par la mairie.**

### CAS OU UN PERMIS TACITE N'EST PAS POSSIBLE

L'article R. 424-2 prévoit que, « par exception au b de l'article R. 424-1, le défaut de notification d'une décision expresse dans le délai d'instruction vaut décision implicite de rejet dans les cas suivants : [...]

Coeur d'un parc national futur ou délimité »

Votre projet correspond à ce cas et, en conséquence, un permis tacite n'est pas possible;

**Si aucune décision ne vous est envoyée dans le délai de 5 mois à compter du dépôt de toutes les pièces manquantes en mairie, vous pourrez considérer que votre demande est refusée, en application de l'article R.424-2 du code de l'urbanisme.**

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait, le 09 Mars 2017

Le maire

**Le Maire-Adjoint**  
**Emmeline VIALLET**



Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Délais et voies de recours contre une décision tacite de refus : le (ou les) demandeur(s) du permis pourra également contester la légalité d'une éventuelle décision tacite de refus dans les deux mois qui suivent la date de cette décision. A cet effet il pourra saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

L'article R. 424-2.f du code de l'urbanisme prévoit que le défaut de notification d'une décision expresse dans le délai d'instruction vaut décision implicite de rejet lorsque le projet est situé dans un espace ayant vocation à être classé dans le cœur d'un parc national existant, ou dont la création a été prise en considération en application de l'article R 331-4 du code de l'environnement.

Votre projet correspond à ce cas et, en conséquence, un permis tacite n'est pas possible.

**Si aucune décision ne vous est envoyée dans le délai de 5 mois à compter du dépôt de toutes les pièces manquantes en mairie, vous pourrez donc considérer que votre demande est refusée.**



Voici le tracé de la conduite d'amenée d'eau potable aux chalets.  
Cette eau est captée dans une zone de resurgences d'une source naturelle.  
Une demande d'autorisation préfectorale est actuellement instruite par Mr J-Claude Pélissanc  
du service de l'ARS.

(Pièces Complémentaires)

4247.300

2013.700

2013.720

2013.740

PCMI 2

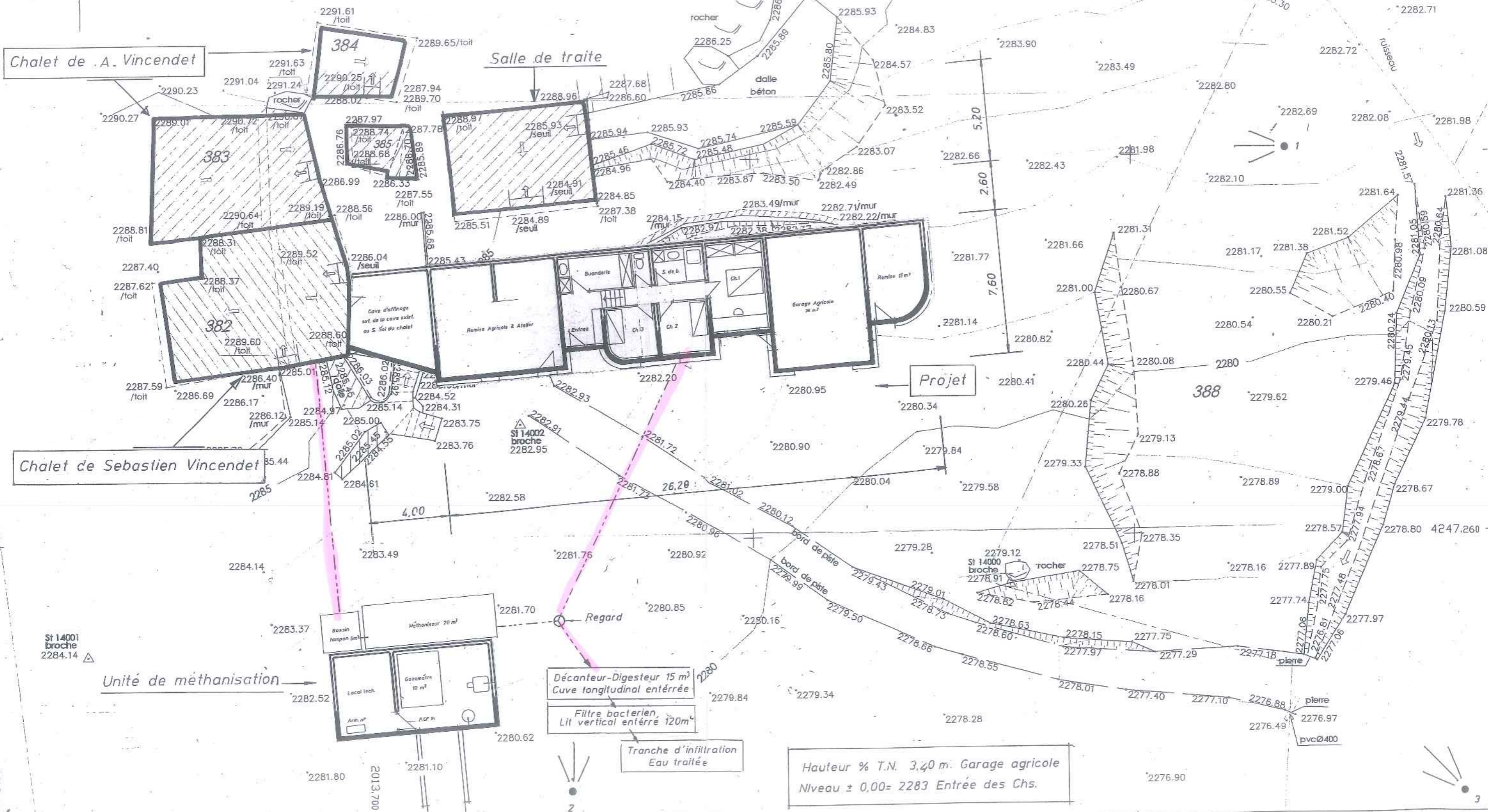


# Plan Masse

Ech 1/200

Angles de prise de vue

- 1 - Façade SUD & vue proche PCMI 7
- 2 - Façade OUEST & vue proche PCMI 7
- 3 - Vue lointaine PCMI 8



Hauteur % T.N. 3,40 m. Garage agricole  
Niveau ± 0,00 = 2283 Entrée des Chs.



M. VINCENTET SEBASTIEN  
VALLON D'EN HAUT  
BESSANS, SAVOIE

DOSSIER DE DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

**MICRO UNITE DE TRAITEMENT PAR METHANISATION  
DES LACTOSERUMS DE LA FROMAGERIE**

**NOTE TECHNIQUE**

*Pièces Complémentaires*



**VALBI**

07/04/2017	c	SRO	FDK	FDK
15/03/2017	B	SRO	FDK	FDK
07/10/2016	A	SRO	FDK	FDK
<b>Date</b>	<b>Version</b>	<b>Rédaction</b>	<b>Vérification</b>	<b>Validation</b>
<b>Projet n° 2016 0019</b>				

# SOMMAIRE

<b>1. AVANT PROPOS .....</b>	<b>3</b>
<b>2. LES CHARGES A TRAITER.....</b>	<b>4</b>
2.1. EFFLUENTS EN PROVENANCE DE LA FROMAGERIE	4
2.2. EFFLUENTS EN PROVENANCE DES CUISINES	6
2.3. EFFLUENTS EN PROVENANCE DE LA SALLE DE BAIN	7
2.4. EFFLUENTS EN PROVENANCE DE LA BUANDERIE	8
<b>3. LA FILIERE DE TRAITEMENT .....</b>	<b>9</b>
3.1. TECHNOLOGIES RETENUES	9
3.2. LA METHANISATION VALBIO EN FROMAGERIE	12
3.3. DIMENSIONNEMENT DES OUVRAGES	19
3.4. LE NIVEAU DE REJET GARANTI	20
3.5. LA VALORISATION DU BIOGAZ	20
3.6. L'UNITE DE METHANISATION MODULAIRE	22
3.7. IMPLANTATION DES OUVRAGES	23

## 1. AVANT PROPOS

Dans le cadre de travaux d'aménagements de son atelier fromager en alpage, M.Vincendet souhaite équiper ce dernier d'une unité de prétraitement des lactosérums produits par méthanisation.

En complément, un dispositif d'assainissement individuel sera en charge du traitement des eaux ménagères domestiques et du traitement de finition des effluents fromagers prétraités.

La note technique ci-après présente les unités de traitement projetées.



## 2. LES CHARGES A TRAITER

Les effluents à traiter sur la micro unité de traitement proviendront de :

- la fromagerie,
- les cuisines,
- la buanderie,
- et, la salle de bain.

Pour mémoire, les toilettes du site seront des toilettes sèches, elles ne sont donc pas prises en charge par le dispositif d'assainissement individuel.

### 2.1. EFFLUENTS EN PROVENANCE DE LA FROMAGERIE

#### 2.1.1. Le Lactosérum

	AUJOURD'HUI	A TERME
VOLUME DE LAIT TRAVAILLE	800 litres / jour	1 600 litres / jour
VOLUME DE LACTOSERUM (rdt 0,85)	700 litres / jour	1 400 litres / jour
ACTIVITE	7 jours / 7 3 mois / an - de juillet à septembre	

#### Caractéristiques du lactosérum :

	LACTOSERUM
PRE TRAITEMENT	ECREME, PEU DE FINES *
TEMPERATURE	50 °C
CONCENTRATION EN DCO	65 000 mg/l max.
CONCENTRATION EN MES	Inférieur à 1 000 mg/l

\* Une écrémeuse sera mise en place pour la prochaine saison.

### 2.1.2. Les Eaux de lavage (Eaux blanches)

	AUJOURD'HUI	A TERME
VOLUME D'EAUX DE LAVAGE PRODUITES	200 litres / jour	300 litres / jour
ACTIVITE	7 jours / 7	

#### Caractéristiques des eaux de lavage :

	EAUX BLANCHES
PRE TRAITEMENT	AUCUN
TEMPERATURE	50 °C
CONCENTRATION EN DCO	5 000 mg/l
CONCENTRATION EN MES	Inférieur à 1 000 mg/l

### 2.1.3. TOTAL Lactosérum + Eaux de lavage

	AUJOURD'HUI	A TERME
VOLUME TOTAL EFFLUENTS	900 litres / jour (correspondance : <b>6 Eq.Hab.</b> )	1 700 litres / jour (correspondance : <b>11 Eq.Hab.</b> )
CHARGE EN DCO	46,5 kg DCO / jour (correspondance : <b>390 Eq.Hab.</b> )	92,5 kg DCO / jour (correspondance : <b>770 Eq.Hab.</b> )

## 2.2. EFFLUENTS EN PROVENANCE DES CUISINES

	CUISINES
Nombre de couverts	30 couverts / jour
ACTIVITE	7 jours / 7 1,5 mois / an - de mi-juillet à fin août
POLLUTION GENEREE	10 litres / jour / couvert

### Caractéristiques des effluents :

	CUISINES
VOLUME TOTAL EFFLUENTS	300 litres / jour (correspondance : <b>2 Eq.Hab.</b> )
CHARGE EN DCO	1 kg DCO / jour (correspondance : <b>8 Eq.Hab.</b> )

### 2.3. EFFLUENTS EN PROVENANCE DE LA SALLE DE BAIN

	SALLE DE BAIN
Equipements	1 douche + 1 lavabo
Nombre de personnes	15 personnes / jour
ACTIVITE	7 jours / 7 1,5 mois / an - de mi-juillet à fin août
POLLUTION GENEREE	50 litres / jour / personne

#### Caractéristiques des effluents :

	SALLE DE BAIN
VOLUME TOTAL EFFLUENTS	750 litres / jour (correspondance : <b>5 Eq.Hab.</b> )
CHARGE EN DCO	0,60 kg DCO / jour (correspondance : <b>5 Eq.Hab.</b> )

## 2.4. EFFLUENTS EN PROVENANCE DE LA BUANDERIE

	BUANDERIE
Equipements	1 machine à laver
Nombre de lavage	1 lavage / jour
ACTIVITE	7 jours / 7 1,5 mois / an - de mi-juillet à fin août
POLLUTION GENEREE	50 litres / jour / lavage

### Caractéristiques des effluents :

	SALLE DE BAIN
VOLUME TOTAL EFFLUENTS	50 litres / jour (correspondance : <b>0,33 Eq.Hab.</b> )
CHARGE EN DCO	0,04 kg DCO / jour (correspondance : <b>0,33 Eq.Hab.</b> )

### 3. LA FILIERE DE TRAITEMENT

#### 3.1. TECHNOLOGIES RETENUES

La pollution organique générée par les lactosérums est importante et impose un double étage de traitement, pour envisager un rejet des eaux traitées au milieu naturel conforme aux exigences réglementaires.

Le **premier étage de traitement** retenu est un **traitement anaérobie par méthanisation**. Ce choix s'est imposé au regard des conditions de fonctionnement très spécifiques du projet, car il permet de réduire les encombrements au sol des ouvrages et de limiter les frais d'exploitation (faible production de boues et faible consommation électrique). Le second intérêt de ce procédé est de pouvoir appliquer, dès le démarrage, une charge polluante importante égale à la charge nominale et d'obtenir une production de biogaz nominale en moins d'une semaine après le démarrage.

Pour finir, cette technologie de méthanisation assure également la production d'un biogaz valorisable directement sur site, par la production d'Eau Chaude ré utilisée au niveau des ateliers de fabrication de la Fromagerie.

Cet étage assure l'abattement de la pollution de plus de 80 % de la pollution carbonée, mais ne suffit pas pour envisager un rejet direct au milieu naturel. Un **second étage de traitement** dit de finition est nécessaire.

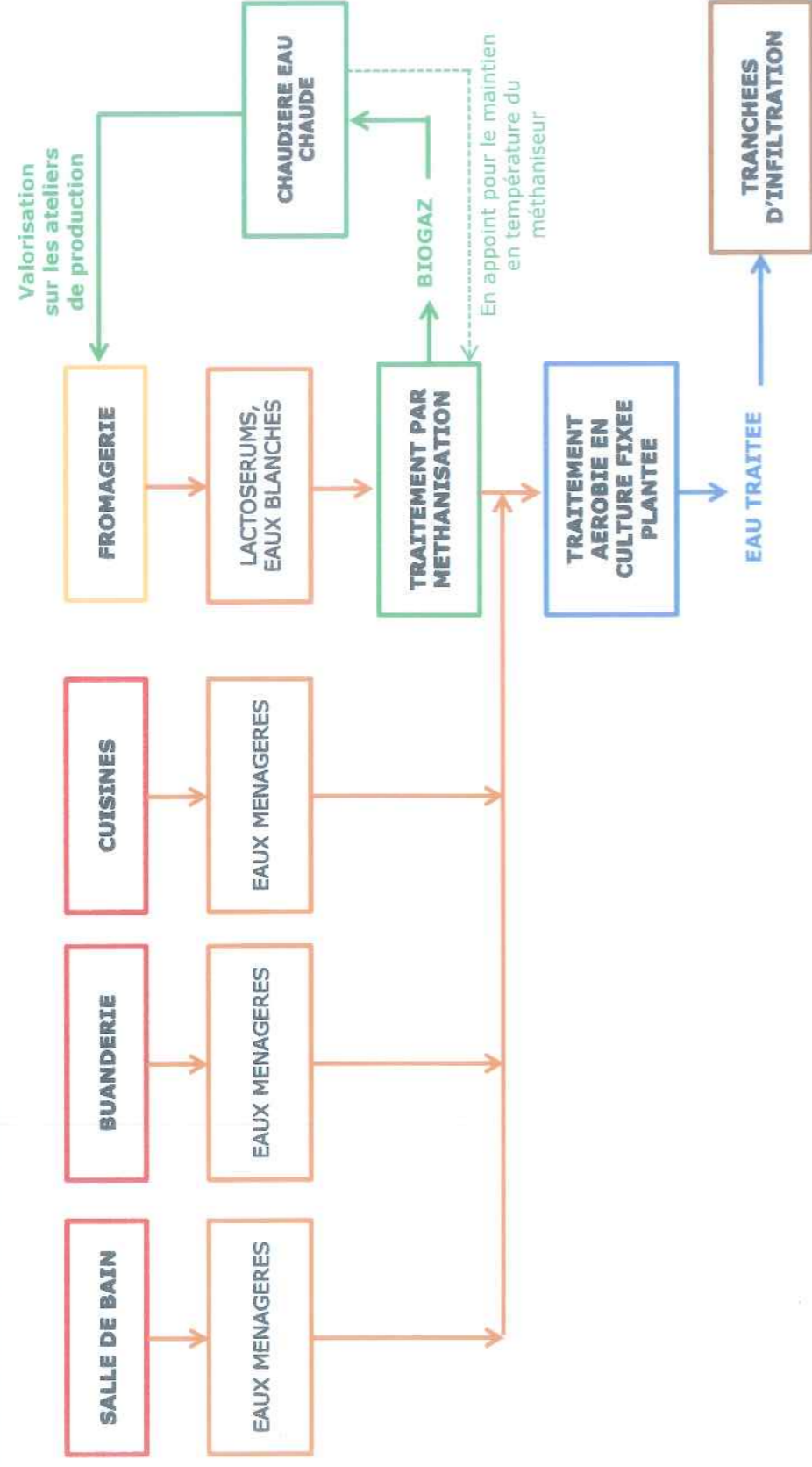
La technologie retenue est un **traitement aérobie sur filtre planté**, de type Décanteur Digesteur suivi d'une filtration percolation sur substrat rapporté, planté. Cette technologie rustique et éprouvée est adaptée aux contraintes du site (temps d'exploitation réduit, fonctionnement sans électricité, possibilité d'utilisation des graviers disponibles in situ). *Sa conception intégrera le retour d'expérience du Service Assainissement de la collectivité de Val Cenis, notamment, sur le choix d'espèces végétales adaptées.* Cette deuxième étape assure également le traitement des eaux ménagères domestiques du site.



Pour finir, soucieux de préserver la qualité du milieu naturel environnant, le **rejet des eaux traitées** sera réalisé, par **épandage souterrain en tranchée d'infiltration**, dont le dimensionnement sera conforme aux prescriptions de l'étude géotechnique qui sera réalisée cet été dès que les conditions le permettront.

Cet épandage permettra de limiter au maximum l'empreinte du rejet sur le Ruisseau du Vallon, situé en contrebas.

FILIERE DE TRAITEMENT RETENUE :



### 3.2. LA METHANISATION VALBIO EN FROMAGERIE

La **méthanisation** est un processus naturel de dégradation de la matière organique en gaz d'origine biologique, appelé **biogaz**. Ce procédé s'inscrit dans le cadre du développement durable en produisant une énergie renouvelable.

Des bactéries spécifiques utilisent la matière organique polluante pour leurs besoins énergétiques et leur reproduction. Le carbone (C) et l'hydrogène (H), qui sont les principaux composants de la matière organique, sont transformés en biogaz, très riche en méthane ( $\text{CH}_4$ ) et à fort pouvoir calorifique.

Ces bactéries anaérobies vivent en l'absence d'air et de lumière, ont en outre la propriété de se reproduire lentement et surtout de survivre sans nourriture pendant de longues périodes. En comparaison à un procédé aérobie, la production de boues en excès est largement réduite.



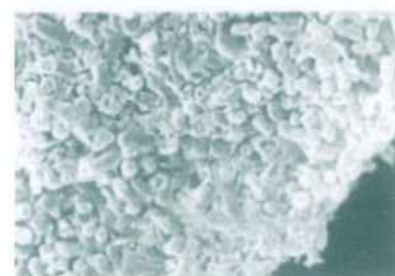
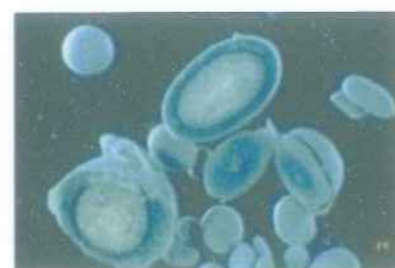
Pour les effluents composés d'une charge polluante soluble VALBIO a conçu le procédé VALBIO METHACORE®.

Ce process technologique met en œuvre un lit de **boues granuleuses dans un flux ascensionnel** (Technologie **UASB** Upflow Anaerobic Sludge Blanket : Flux Ascensionnel dans un Lit de Boues Anaérobies).

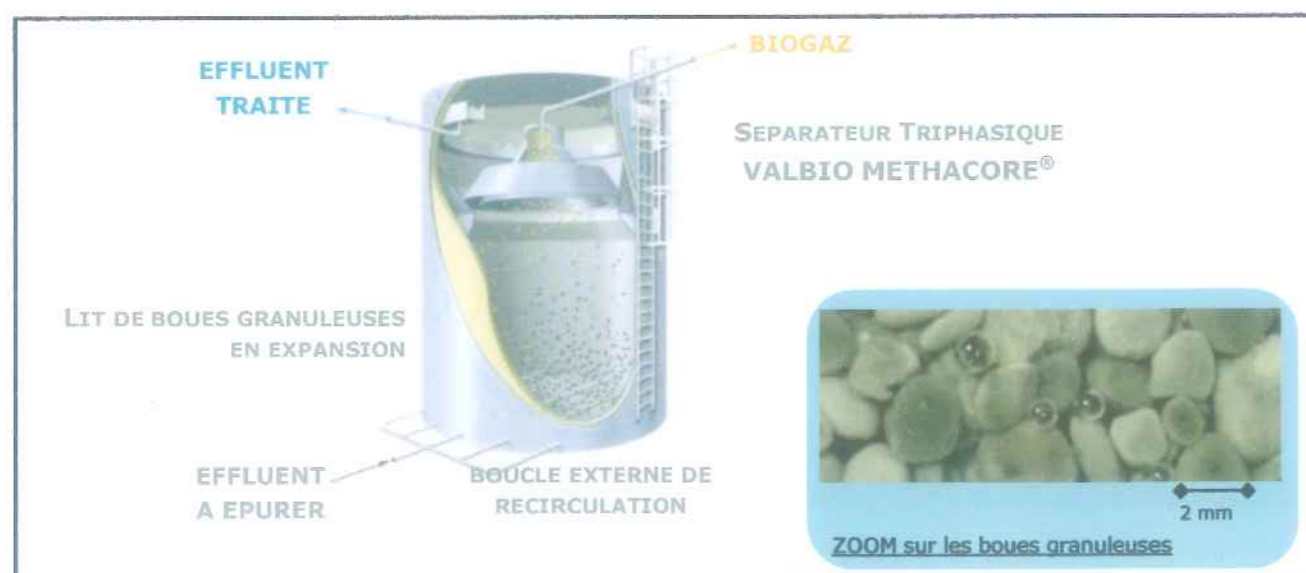
L'intérêt majeur de notre technologie VALBIO METHACORE® réside dans sa capacité à mettre en œuvre de très fortes concentrations de bactéries anaérobies agglutinées dans des structures granulaires. Cette concentration des bactéries autorise l'application de charges volumiques importantes permettant de **réduire** significativement **le volume et l'encombrement des réacteurs de méthanisation**.

Les solutions d'épuration par méthanisation **VALBIO METHACORE®** sont particulièrement adaptées au traitement d'effluents liquides à forte charge organique soluble. Elles permettent la méthanisation de ces effluents dans une large gamme de caractéristiques organiques, avec des temps de séjour réduits (1 à 5 jours) comparativement aux technologies traditionnelles de méthanisation (procédé infiniment mélangé – 30 à 45 j).

Le second intérêt de ce procédé est de pouvoir appliquer, dès le démarrage, une **charge polluante importante** égale à la charge nominale et d'obtenir la production de biogaz nominale en moins d'une semaine, après le démarrage.



BACTERIES ANAEROBIES GRANULEUSES





Cette technologie a été adaptée par VALBIO dans le cadre des sous-produits liquides de l'industrie de la transformation du lait, pour permettre de les méthaniser dans une large gamme de concentration en charge polluante et de température (15°C à 40°C).

Les experts de VALBIO ont optimisé la technologie VALBIO METHACORE® pour atteindre des taux d'abattement de la matière organique (DCO et DBO) jusqu'à 90%.

### LES REFERENCES VALBIO EN LAITERIE / FROMAGERIE

**LA FROMAGERIE DE L'ABBAYE DE TAMIE**  
Moissac-Vallée-Française – Dpt 48  
2,5 millions de litres de lait/an

Traitement des eaux blanches et du lactosérum

1 méthaniseur VALBIO METHACORE® de 48 m<sup>3</sup>



**LA FROMAGERIE DES CEVENNES**  
Moissac-Vallée-Française – Dpt 48  
2,5 millions de litres de lait/an

Traitement des eaux blanches et du lactosérum

1 méthaniseur VALBIO METHACORE® de 48 m<sup>3</sup>





**LA FROMAGERIE CAZALAS**

Cescau - Dpt 09  
11 millions de litres de lait/an

Traitement des eaux blanches et du lactosérum

1 méthaniseur VALBIO METHACORE® de 280 m<sup>3</sup>

Traitement de finition par boues activées faible charge

**LA FROMAGERIE GAUGRY**

Gevrey-Chambertin - Dpt 21  
1,8 million de litres de lait/an

Traitement des eaux blanches et du lactosérum

2 méthaniseurs VALBIO METHACORE® de 98 m<sup>3</sup>



**LA FROMAGERIE DES BERGERS DU LARZAC**

La Cavalerie - Dpt 12  
2 millions de litres de lait/an

Traitement des eaux blanches et du lactosérum

2 méthaniseurs VALBIO METHACORE® de 55 m<sup>3</sup>



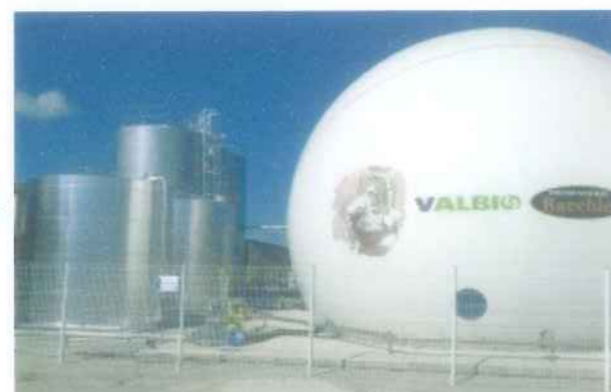


**LA FROMAGERIE BAECHLER**

Le-Temple-sur-Lot – Dpt 47  
5 millions de litres de lait/an

Traitement des eaux blanches et du lactosérum

2 méthaniseurs VALBIO METHACORE® de 125 m<sup>3</sup>



**LA STATION D'EPURATION INTERCOMMUNALE ET  
UNITE DE METHANISATION**

Abriès-Ristolas – Dpt 05

Traitement du lactosérum et des eaux usées du  
village d'Abriès-Ristolas

1 méthaniseur VALBIO METHACORE® de 64 m<sup>3</sup>

Traitement de finition par boues activées faible  
charge



**UNION DES PRODUCTEURS DE BEAUFORT**

Albertville – Dpt 73  
55 millions de litres de perméat/an

Traitement des eaux blanches et des perméats

2 méthaniseurs VALBIO METHACORE® de 680 m<sup>3</sup>

Traitement de finition par GSB<sup>®</sup>

1 cogénérateur 400 kW électrique



**LAITERIE BONITREX**  
Asenovgrad - Bulgarie  
10 millions de litres de lait/an

Traitement des eaux blanches et du lactosérum  
1 méthaniseur VALBIO METHACORE® de 200 m<sup>3</sup>



**LAITERIE CHARLEVOIX**  
Charlevoix - Québec  
2,7 millions de litres de lait/an

Traitement des eaux blanches et du lactosérum  
1 méthaniseur VALBIO METHACORE® de 60 m<sup>3</sup>  
Traitement de finition par phytoremédiation



**FROMAGERIE BLACKBURN**  
Jonquières - Québec  
0,8 million de litres de lait/an

Traitement des eaux blanches et du lactosérum  
1 méthaniseur VALBIO METHACORE® de 30 m<sup>3</sup>



**FROMAGERIE PORT JOLI**  
Saint-Jean-Port-Joli - Québec  
0,4 million de litres de lait/an

Traitement des eaux blanches et du lactosérum

1 méthaniseur VALBIO METHACORE® de 12 m<sup>3</sup>

fromagerie  
**Port-Joli**



**FROMAGERIE LA VACHE À MAILLOTTE**

La Sarre - Québec  
2,8 millions de litres de lait/an

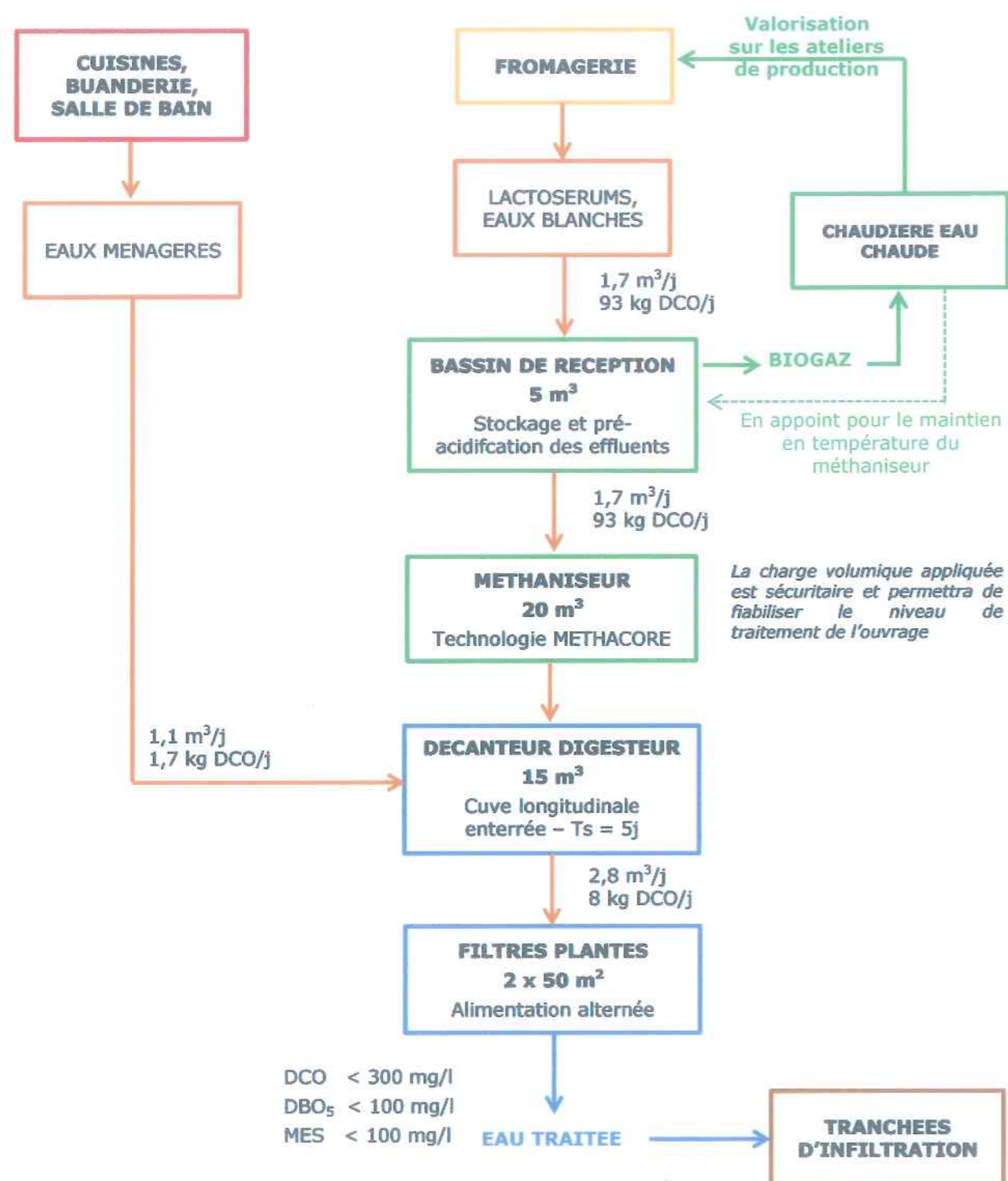
Traitement des eaux blanches et du lactosérum

1 méthaniseur VALBIO METHACORE® de 60 m<sup>3</sup>



### 3.3. DIMENSIONNEMENT DES OUVRAGES

Le dimensionnement des ouvrages constituant l'unité de traitement des effluents est basé sur les charges futures à traiter et est détaillé ci-après :



### 3.4. LE NIVEAU DE REJET GARANTI

Le niveau de rejet garanti, en sortie de l'unité de traitement, est le suivant :

	NIVEAU DE REJET GARANTI	
DCO	< 300 mg/l	Rdt d'élimination supérieur à 95 %
DBO <sub>5</sub>	< 100 mg/l	Rdt d'élimination supérieur à 95 %
MES	< 100 mg/l	Rdt d'élimination supérieur à 90 %

### 3.5. LA VALORISATION DU BIOGAZ

La production de biogaz est la suivante :

	AUJOURD'HUI	A TERME
PRODUCTION DE METHANE (CH <sub>4</sub> )	13 Nm <sup>3</sup> /jour de CH <sub>4</sub>	26 Nm <sup>3</sup> /jour de CH <sub>4</sub>
PRODUCTION DE BIOGAZ (Teneur en CH <sub>4</sub> de 58%)	22,5 Nm <sup>3</sup> /jour de Biogaz (≈ 1 Nm <sup>3</sup> /h de Biogaz)	45 Nm <sup>3</sup> /jour de Biogaz (≈ 2 Nm <sup>3</sup> /h de Biogaz)
PUISSANCE INSTANTANEE	5,5 kW	11 kW
ENERGIE THERMIQUE CORRESPONDANTE	130 kWh / jour 11 700 kWh/saison (90 jours)	260 kWh / jour 23 400 kWh/saison (90 jours)

A ce jour, le profil énergétique de la Fromagerie est le suivant :

	AUJOURD'HUI
CONSOMMATION PROPANE LIQUIDE	2 000 litres / saison (90 jours)
ENERGIE CORRESPONDANTE <small>NOTA : 1 litre de propane liquide se transforme en 273 l de propane gaz Densité du propane gazeux : ≈ 2 kg / m<sup>3</sup> PCI du propane gazeux : 12,78 kW / kg</small>	14 000 kWh / saison
ENERGIE THERMIQUE UTILE ESTIMATIVE (Chauffage à flamme directe – Rdt estimé à 60%)	8 400 kWh / saison

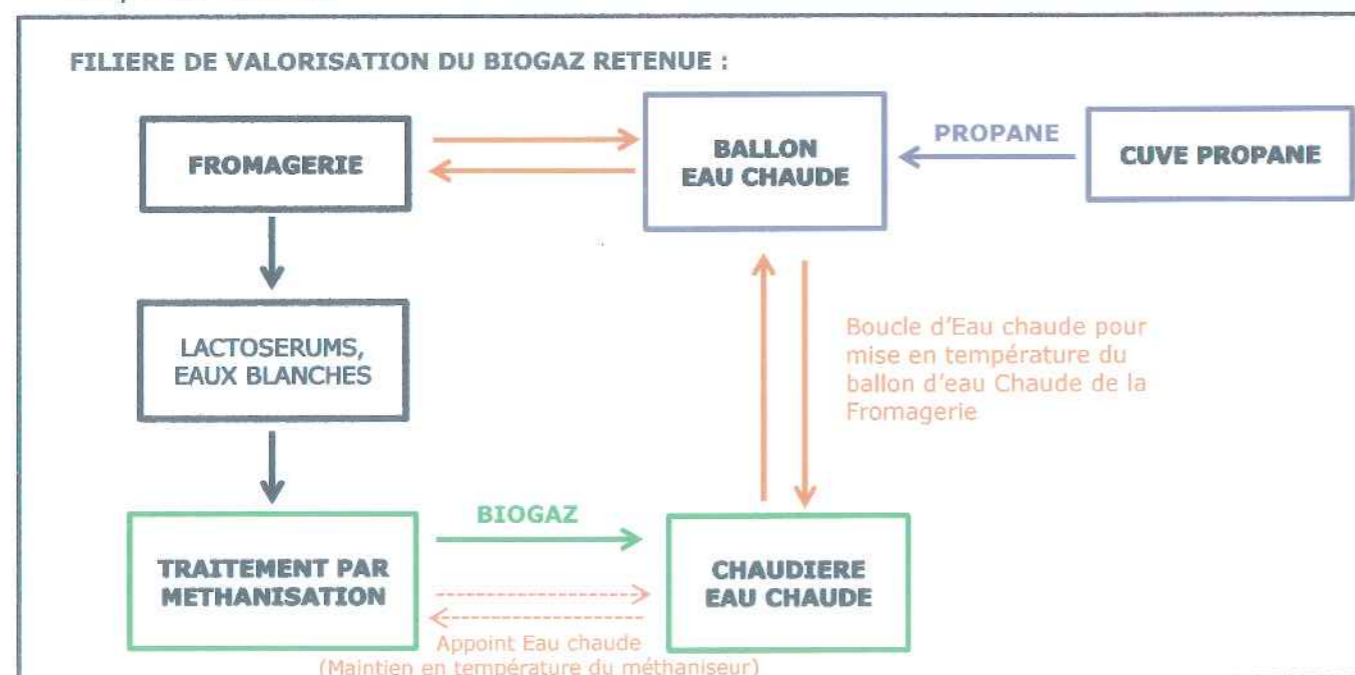
	AUJOURD'HUI
BESOIN EN EAU CHAUDE	2 x 3 Heures / jour
REPARTITION HORAIRE	de 6h à 9h de 18 h à 21 h

L'atelier fromager a prévu de remplacer son dispositif de chauffe à flamme directe par une unité de production d'eau chaude équipée d'un ballon d'eau chaude accumulateur, équipé d'un brûleur propane.

En conditions futures, le biogaz produit 24h/24 sera brûlé sur une chaudière dédiée qui viendra contribuer au maintien en température du ballon.

	AUJOURD'HUI
ENERGIE THERMIQUE PRODUITE PAR LE METHANISEUR	11 700 kWh/saison
ENERGIE THERMIQUE UTILE CORRESPONDANTE (Chaudière Eau chaude - Rdt estimé à 80%)	9 400 kWh/saison
ENERGIE THERMIQUE UTILE ESTIMATIVE POUR L'ATELIER FROMAGER	8 400 kWh/saison

La production de biogaz devrait permettre de tendre vers l'autonomie énergétique de l'atelier fromager. En effet, les besoins thermiques du méthaniseur, nécessaire à son maintien en température devrait être limité, le lactosérum arrivant des ateliers à une température élevée.



### 3.6. L'UNITÉ DE METHANISATION MODULAIRE

Afin de répondre aux exigences et contraintes d'implantation du site, l'unité de méthanisation a été conçue de manière à être mobile et modulaire. Elle sera réalisée sur la base de skid pré-montés, fabriqués en atelier.

L'unité, transportable, ainsi créée sera installée sur site et opérationnelle en moins de 15 jours.

Les raccords entre les modules et les skids seront assurés par des tuyaux souples munis de raccord rapide, façon « Plug and Play ».



Cette solution a été retenue pour ce projet, car elle s'adapte parfaitement aux contraintes de construction et d'exploitation du site :

- Encombrement réduit (conception compacte des équipements en skid),
- Réalisation en atelier, pas de construction in situ,
- Montage sur site rapide, système « Plug and Play »,
- Mise en hivernage des ouvrages en fin de saison d'Alpage et Mise en Route en début de saison ; aisées et rapides,
- Adaptation à des contraintes paysagères particulières (ouvrages enterrés ou placés dans des locaux fermés).

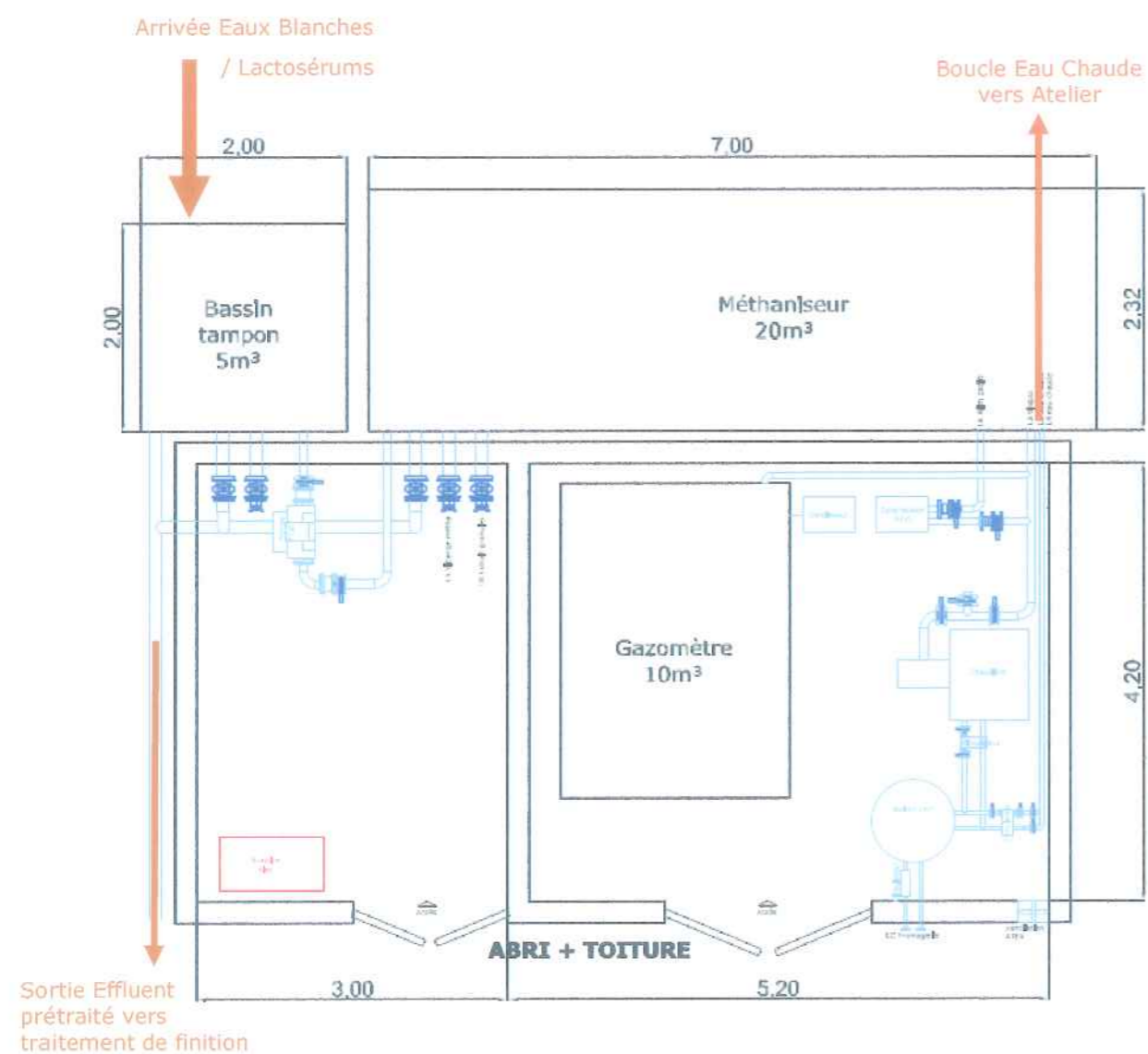
### 3.7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

#### 3.7.1. unité de méthanisation

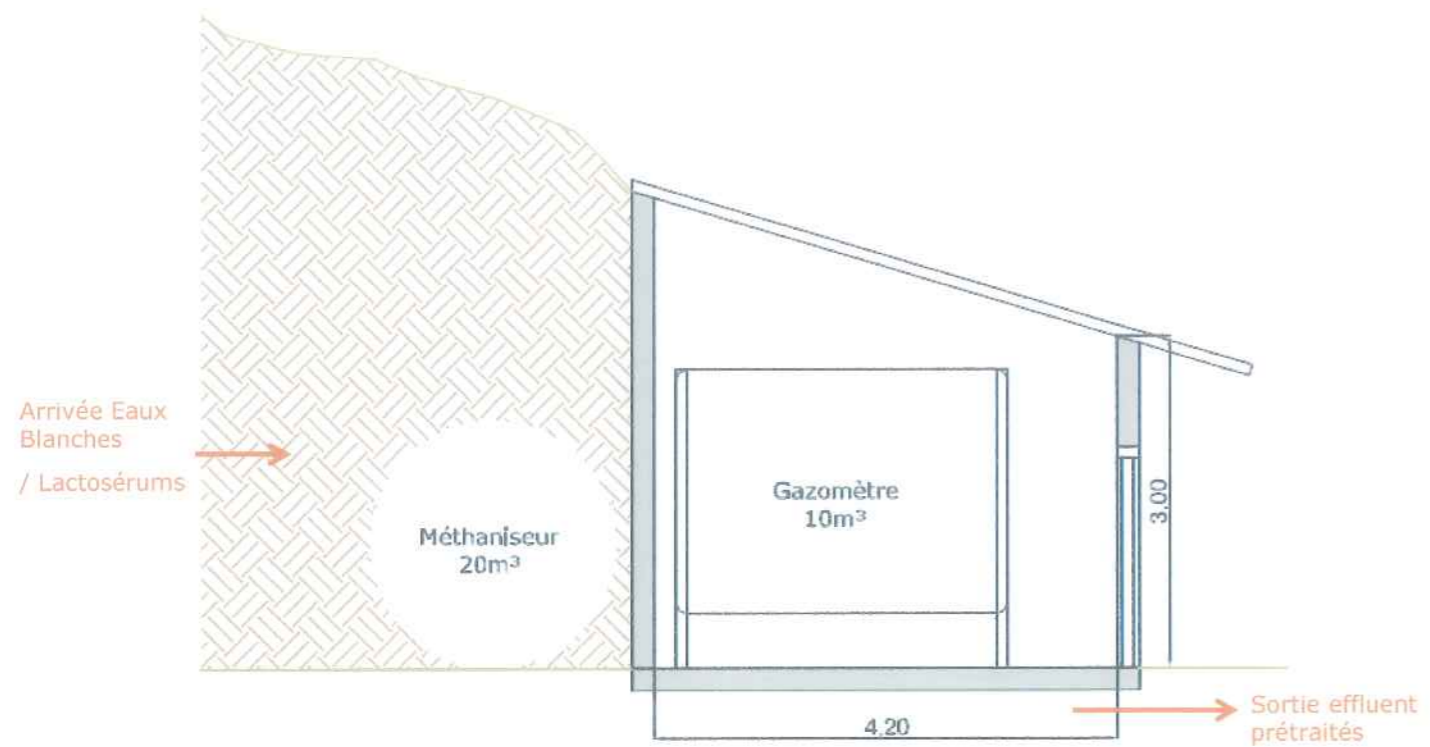
L'unité de méthanisation sera mise en œuvre sous abri, en contrebas de la fromagerie.

Les eaux de lavage et lactosérums seront collectés gravitairement depuis les ateliers jusqu'au premier bassin de stockage.

#### VUE DE DESSUS



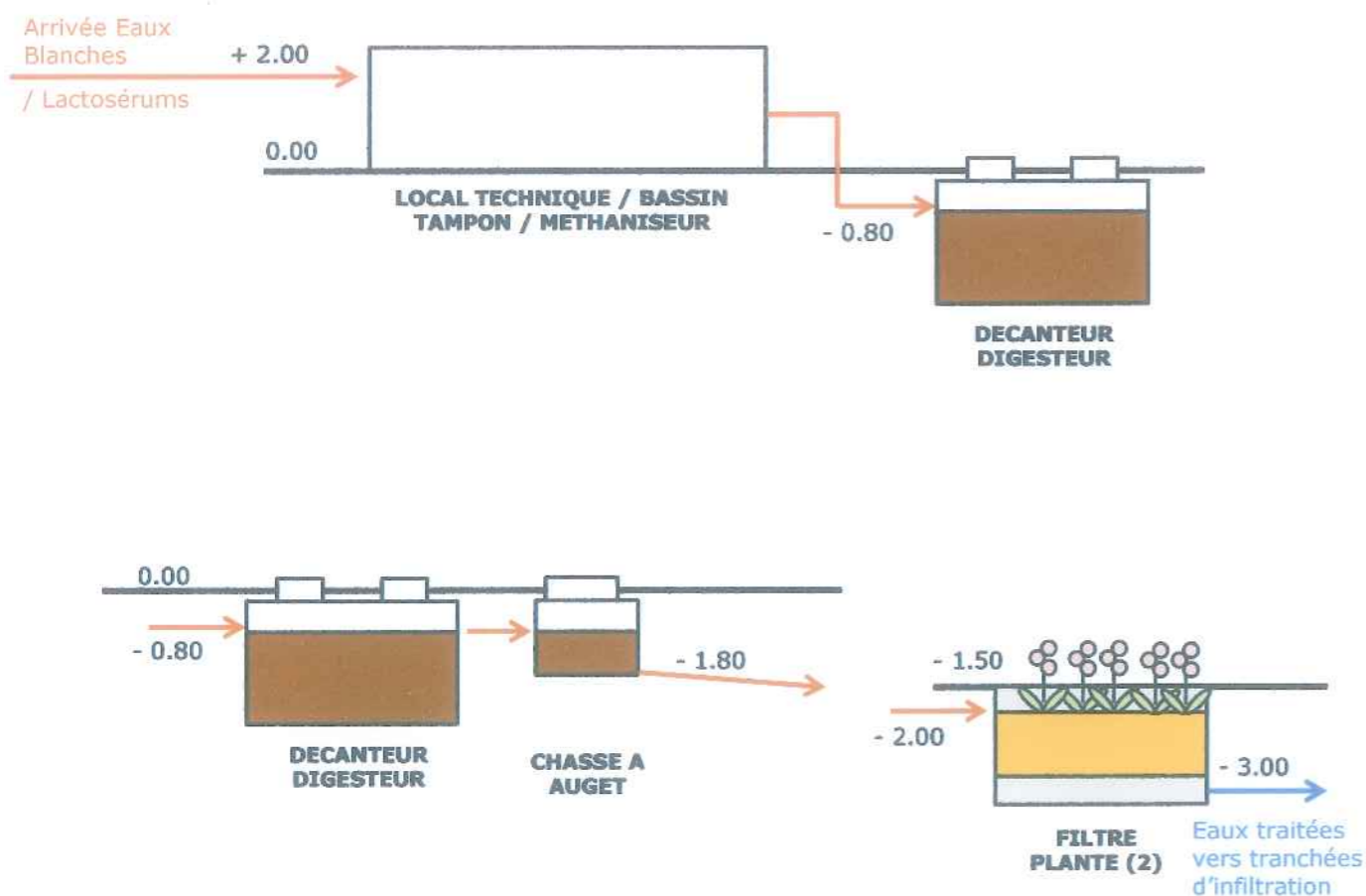
## VUE DE PROFIL



### 3.7.2. Le profil hydraulique des ouvrages

Le profil hydraulique ci-dessous représente les niveaux minimum à respecter entre les ouvrages.

L'implantation sur site prendra en compte le dénivelé du terrain naturel afin d'intégrer, au maximum, les ouvrages de traitement dans le paysage environnant et d'en limiter ainsi leur impact visuel.



### 3.7.3. Encombrement des ouvrages au sol

A titre indicatif, les ouvrages de traitement ont été positionnés sur une vue aérienne de la propriété :

